

**Intervention de Raymond Lannuzel - Nantes  
Groupe communiste**

Point 35 : Budget primitif 2012 – Budget principal – Budgets annexes – Autorisations de programme et crédits de paiement- Dispositions fiscales

Monsieur le Président, chers collègues,

Le budget 2012 de Nantes Métropole affiche des ambitions d'avenir. Celles-ci sont autant de signes forts pour la population de notre agglomération inquiète comme l'ensemble de la population française par la période de crise économique que nous traversons, par les plans de rigueur successifs annoncés par l'Etat.

Le nombre de demandeurs d'emploi a encore augmenté de 2% sur notre département en un an, après celle de 26% entre 2010 et 2011. Fin juillet 2011, 42 300 habitants de notre agglomération sont des demandeurs d'emploi, dont 8 100 de longue durée. Les jeunes, les seniors, les femmes sont en première ligne. Or, les perspectives qu'on nous propose pour les mois à venir sont rigueur, TVA sociale, réduction de la dette ...

**Pour les élus communistes, et dans ce contexte, le budget 2012 qui nous est présenté est un budget de résistance, qui porte les ambitions d'une agglomération dynamique :**

- **Une agglomération qui parie sur une cohésion sociale et territoriale à travers sa politique de logement,**
- **Une agglomération qui poursuit le développement d'équipements majeurs,**
- **Une agglomération déterminée dans son engagement en faveur des politiques environnementales, à travers le développement du réseau de transports en commun.**

Ainsi, nous prévoyons, au titre de l'habitat, un soutien accru à la mise en œuvre du PLH avec une programmation de plus de 1 400 logements sociaux neufs (10.5 M€ d'aide globale à attribuer) et 5.1M€ de réhabilitation et production neuve. Permettez- nous de montrer combien cette démarche tranche avec les désengagements successifs de l'Etat en la matière. Alors que le prélèvement sur les organismes Hlm devrait s'élever à 21 millions d'euros en 2012 en Pays de la Loire, le montant des aides de l'Etat est lui de 11.8 millions d'euros. Cherchez l'erreur !

En matière d'équipements majeurs, l'attractivité de Nantes Métropole est au cœur de nos choix. Nous l'avons vu avec la délibération sur le nouvel équipement sportif.

Nantes Métropole est en même temps une agglomération qui parie sur le développement du réseau de transports en commun. La politique des déplacements voit en effet son budget augmenter de 20.4M€. L'année 2012 sera donc marquée par la programmation des lignes Chronobus, la première phase de la connexion ligne 1 – ligne 2, le tram-train Nantes Châteaubriant... . Indissociable de la qualité de la vie, la qualité des transports, la rapidité et la régularité de ceux-ci sont des facteurs de dynamisme économique et donc d'emplois. C'est également un enjeu social qui permet à de nombreuses personnes notamment les plus précaires de se déplacer librement. Les coûts de ce déplacement participent aussi à cet enjeu.

Enfin, le dynamisme de notre politique emploi et innovation sociale est à mettre en parallèle des chiffres du chômage donnés au début de mon intervention. Les élus communistes apprécient, qu'en 2012, une réflexion soit menée sur la définition d'une stratégie en matière de responsabilité sociale des entreprises. Mais, sur cette politique comme sur d'autres, nous constatons une fois de plus les contraintes réelles suite aux désengagements de l'Etat sur des structures comme les maisons de l'emploi ou les missions locales. La mobilisation de tous les acteurs est pourtant essentielle en matière d'emplois.

C'est aussi un budget de résistance. Car, nous tournons résolument le dos aux injonctions de l'Etat qui veut imposer la Révision Générale des politiques publiques à la Fonction publique territoriale. Précisons que deux rapports démontrent son inefficacité. L'un de la cour des comptes dénonce les faibles économies générées par la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite. L'autre du médiateur de la République fait état de la dégradation des services publics suite à la mise en place de la RGPP. Nous nous situons donc en contrepied des politiques nationales quant à l'emploi public.

Plutôt qu'économiser, nous parions sur l'investissement, l'emploi et la justice fiscale pour mobiliser de nouvelles recettes. Je me réjouis, par exemple de voir qu'avec l'augmentation du taux de Versement Transport, les ressources du budget général augmentent.

Les élus communistes voteront ce budget juste et porteur d'ambitions.

Je vous remercie de votre attention.